

Entre les deux ...

Mesamarat al-Gayb, 6 janvier 1946

Le monde était véritablement, profondément apeuré lorsque la réunion de Londres échoua, cet automne-là ; le monde trouva ensuite un certain réconfort lorsque la réunion de Moscou réussit, au début de l'hiver ; et voici que le monde est retourné à sa propre inquiétude, ou que l'inquiétude est retournée au monde, à peine quelques jours s'étant écoulés depuis la réunion de Moscou elle-même.

Tout cela signifie que le monde demeure véritablement écartelé entre la peur et la réassurance, entre le désespoir et l'espoir — et que ce même trouble constitue en lui-même un trait constitutif de la vie internationale, voire de toute vie humaine, jusqu'à ce que les choses se stabilisent enfin, un jour, si tant est que les choses soient même destinées à se stabiliser un jour, après cette guerre formidable.

Ce n'est, après tout, pas demander tant que le monde demeure inquiet et instable un an ou deux, après une guerre véritablement terrible ayant duré six années entières. Je crois que le monde pourrait véritablement remercier Dieu de sa propre délivrance, s'il parvenait à assurer une réelle stabilité dans un délai d'un an ou deux après la propre conclusion de cette seconde guerre — une guerre qui a secoué violemment la vie de tous les hommes, en politique, en économie, et dans les institutions sociales à la fois, voire dans leur propre jugement et leur propre évaluation des choses.

Ce qui importe n'est pas de savoir si le temps que le monde passera dans ce même trouble se révélera long ou court — ce qui importe, plutôt, c'est de discerner les causes et les raisons de ce même trouble, puis de s'assurer ensuite — si l'on peut véritablement s'assurer de quoi que ce soit dans cette vie — que le monde ne sera pas poussé vers une troisième guerre avant d'avoir obtenu une mesure raisonnable de repos.

On savait déjà que la raison apparente la plus significative de l'échec des ministres des Affaires étrangères, lorsqu'ils se réunirent à Londres, résidait dans l'insistance propre des Russes à s'en tenir fermement aux décisions prises en Crimée et à Potsdam — des décisions exigeant que les vainqueurs seuls monopolisent tout, la France et la Chine étant reléguées à un rang secondaire, en dessous de ces mêmes vainqueurs, prenant part à certaines affaires, écartées d'autres, les États étant ainsi classés en

rangs et en degrés, les uns au-dessus des autres.

Les Britanniques et les Américains tentèrent d'associer la France et la Chine à tout l'aspect extérieur de l'affaire, espérant que leur propre implication pût aider à adoucir l'intensité même de la grande influence russe — mais n'en obtinrent rien du tout. Les délégués se séparèrent simplement, n'ayant rien accompli, certains manœuvrant contre d'autres, ouvertement tantôt, secrètement à d'autres moments. Il leur devint alors clair que les choses ne pouvaient ni progresser, ni se redresser, selon ces mêmes lignes de dispute et de manœuvre, et ils se trouvèrent contraints de reprendre leur réunion à Moscou, cette fois sans la France ni la Chine présentes du tout — espérant que, une fois laissés seuls entre eux, ils pourraient parvenir à quelque accord, complet ou partiel. Et ils se réunirent bien, et débattirent bien, et s'accordèrent bien, exactement comme le dit notre propre président du Conseil — mais seulement sur certaines affaires, non sur d'autres.

Bismarck, dit-on, comparait jadis l'État ottoman à un artichaut, que l'on ne mange jamais d'un seul coup, mais feuille par feuille. Il apparaît que les vainqueurs sont revenus ici à la propre méthode de Bismarck, comparant le sujet même de leur désaccord à un artichaut, se mettant à le manger feuille par feuille, ou à le résoudre morceau par morceau.

Il ne fait aucun doute qu'ils ont bien, lors de leur propre réunion à Moscou, mangé quelques-unes des feuilles de cet artichaut même, et résolu certains des problèmes propres à leurs affaires compliquées — devenant véritablement optimistes, véritablement ravis — et le monde se joignit à eux, lui aussi, dans ce même optimisme et cette même joie.

Il est véritablement utile de savoir exactement lesquelles des feuilles de l'artichaut ils ont mangées, et d'identifier exactement quels problèmes ils ont résolus, ou se sont approchés de résoudre.

Le premier de ces problèmes est la question même du maintien des décisions prises en Crimée et à Potsdam — un problème résolu, ou presque résolu, d'une manière véritablement remarquable, où les Russes remportèrent une victoire véritablement complète : la Chine fut exclue de toute participation aux affaires européennes, et la France fut exclue de toute participation aux affaires balkaniques. La Chine accepta la part qui lui était allouée ; la France hésita entre l'acceptation et le ressentiment — mais elle se trouvera contrainte, en fin de compte, à l'accepter, car il lui faudrait posséder une force et une puissance véritablement suffisantes pour appuyer son propre ressentiment par la force des armes, et elle en

demeure, encore, fort éloignée.

Ainsi l'Europe fut-elle laissée aux Européens ; la Finlande fut laissée aux Russes et aux Britanniques, les Américains exclus ; les États des Balkans furent laissés aux trois grandes puissances, la France exclue ; et l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche furent laissées aux trois grandes puissances, avec la France cette fois-ci.

Ce n'est pas là chose négligeable — les vainqueurs devraient, après tout, mettre d'abord de l'ordre dans leur propre maison, comme on dit, avant de mettre de l'ordre dans leurs propres affaires au-delà des mers. Ce n'est pas non plus chose négligeable que les vainqueurs parviennent à quelque accord que ce soit sur les affaires européennes, après ne s'être accordés sur rien du tout — la réunion de Moscou leur a permis de franchir un pas court, mais un véritable pas, malgré tout, vers un réel accord.

Il existe un second problème qu'ils sont parvenus à résoudre, ou se sont approchés de véritablement tenter de résoudre : le problème de la reconnaissance, par les Britanniques et les Américains, des gouvernements balkaniques. Ces mêmes gouvernements étaient tombés sous une influence russe absolue, et les Alliés occidentaux refusaient de les reconnaître, car ils se soumettaient au système communiste plus qu'il ne semblait convenable. Ils sont désormais parvenus à trouver une issue à cette même impasse : les Russes acceptèrent que les partis démocratiques modérés reçoivent une certaine représentation, aussi véritablement minime soit-elle, au sein de ces mêmes gouvernements, et les Alliés occidentaux acceptèrent de reconnaître ces gouvernements une fois cette même représentation réellement obtenue — puis se mirent à assister véritablement la Russie dans sa réalisation.

Les vainqueurs pourraient bien rencontrer, ici ou là, quelque obstacle troublant ce même accord — la France, par exemple, pourrait résister, mais elle s'assouplira en fin de compte... Les peuples indociles des Balkans, eux aussi, pourraient résister, mais les Russes sauront les convaincre de faire preuve de souplesse, jusqu'à ce que les choses se stabilisent. Il existe un autre problème que les Alliés n'ont pas ouvertement déclaré avoir résolu, ni être sur le point de résoudre — mais tout indique qu'ils œuvrent véritablement vers cette même résolution.

Cet État fasciste qui se dresse à l'extrémité occidentale de l'Europe — alors même que la dictature s'est déjà effondrée partout ailleurs — ne devrait pas être laissé debout, en défi ouvert à la démocratie victorieuse.

Les hommes savent bien qu'il n'existe aucun lien politique entre la Russie et l'Espagne, tandis que des liens politiques persistent véritablement entre les Alliés occidentaux et le propre gouvernement du général Franco — et cette même contradiction entre les vainqueurs devra inévitablement être résolue.

Ce sont, après tout, les nécessités de la guerre qui contraignirent les Alliés occidentaux à ménager le général Franco, tant qu'il maintenait sa propre neutralité, aussi véritablement suspecte que fût cette même neutralité. Mais maintenant que la guerre est achevée, ses propres manœuvres terminées, et que la démocratie triomphe partout — ce même défi ne devrait pas être autorisé à persister ; le moins que les vainqueurs puissent faire, tous ensemble, est de rompre leurs propres relations avec le général Franco, contraignant l'Espagne à faire revivre l'ordre démocratique sur son propre sol.

Ainsi la politique européenne se trouve-t-elle coordonnée, les points de vue s'y rapprochent, et l'Europe, dans une certaine mesure véritablement unie, devient capable d'affronter les autres problèmes du monde, conduite par les grands vainqueurs vers la soumission des nations plus faibles et plus petites. Les grands vainqueurs, comme vous le voyez, ne sont parvenus ni à un accord total, ni à un désaccord total — ils demeurent, plutôt, véritablement entre les deux !

L'Europe, elle aussi, comme vous le voyez, n'est ni pleinement rassurée, ni pleinement apeurée... ni pleinement désespérée, ni pleinement pleine d'espoir — elle demeure, plutôt, véritablement entre les deux.

Les grands vainqueurs parvinrent à résoudre d'autres problèmes aussi, au-delà de l'Europe, car leur résolution était devenue véritablement inévitable — bien qu'ils n'en aient résolu aucun complètement, ni n'en aient laissé aucun dans le même état de complexité qu'ils avaient trouvé auparavant ; ils parvinrent, plutôt, à quelque chose de véritablement entre les deux. Ils réorganisèrent la supervision du Japon, par exemple, d'une manière qui ne satisfait les Russes que partiellement, et ne fâche les Américains que partiellement — un arrangement véritablement entre les deux, augmentant l'influence russe tout en préservant intacte la pleine autorité du général MacArthur.

Ils parvinrent presque à concilier les intérêts russes et américains en Chine également, du moins pour une période déterminée. Ce qui importe, cependant, n'est pas que les problèmes soient résolus de

manière décisive — ce qui importe, plutôt, c'est qu'un début soit fait vers leur résolution, et que les Alliés parviennent à une position véritablement entre les deux.

Ils sont également parvenus à un accord au sujet de la Corée, en faisant un État indépendant ressemblant à une colonie, et une colonie ressemblant à un État indépendant — n'appartenant ni entièrement à elle-même seule, ni entièrement à quelque autre puissance parmi les vainqueurs, mais se tenant, plutôt, véritablement entre les deux, pour une période déterminée et connue.

Si le secrétaire d'État américain ressent une véritable joie, si le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères ressent une véritable satisfaction, et si le ministre russe des Affaires étrangères ressent une véritable bonne humeur, alors tous trois sont entièrement dans leur droit de ressentir joie, satisfaction et bonne humeur — étant sortis, après tout, de cet état de stagnation et de paralysie auquel ils avaient été contraints cet automne-là, pour entrer dans quelque chose de réel mouvement et d'activité, y ayant été poussés, cette fois, en hiver.

Mais le secrétaire d'État américain était à peine arrivé à Washington qu'il se trouva exposé à une critique véritablement sévère. Le sort de son propre collègue britannique ne fut pas meilleur que le sien — l'opinion publique se montrait véritablement indignée en Amérique, véritablement inquiète en Grande-Bretagne. Cela aussi est chose entièrement naturelle, sans rien d'étrange : la Russie, après tout, triompha dans une mesure véritablement considérable à la réunion de Moscou, et il est tout naturel que les conservateurs et les modérés, en Amérique comme en Grande-Bretagne, trouvent cela véritablement difficile à accepter.

La réunion de Moscou, cependant, ne parvint pas à résoudre deux autres problèmes, ni complètement ni même approximativement — les problèmes de l'Iran et de la Turquie. L'Iran détient les sources de pétrole ; la Turquie détient la clé même de la Méditerranée orientale — rien d'étonnant, donc, à ce que les conservateurs et les modérés, en Amérique comme en Europe occidentale, deviennent véritablement pessimistes. Quant aux Iraniens et aux Turcs eux-mêmes, leur propre affaire est bien trop insignifiante pour mériter une réelle attention, bien trop mineure pour appeler un réel intérêt... Les Iraniens pourraient bien se lasser véritablement de ces mêmes problèmes découlant de la rivalité des vainqueurs autour de leur propre patrie, la terre même où ils vivent, et de leur propre richesse, la source même de leur propre subsistance — mais

cela n'a rien de véritablement significatif, car la satisfaction des Iraniens et leur ressentiment reviennent exactement au même ; ce qui importe, plutôt, c'est que les vainqueurs s'accordent sur les affaires de l'Iran, que l'Iran elle-même s'accorde ou non avec eux sur ses propres affaires.

Dites de même des Turcs : ils pourraient bien se fâcher, ou se satisfaire ; ils pourraient bien se montrer prêts à la guerre, ou prêts à la paix — mais ce qui importe, malgré tout, c'est que les vainqueurs s'accordent entre eux.

C'est pour cette raison même que deux idées véritablement précieuses sont apparues dans l'atmosphère mondiale : la première, l'idée d'une commission tripartite, envoyée en Iran pour enquêter, puis conseiller — non pas les Iraniens, mais les vainqueurs eux-mêmes.

M. Bevin voulut se montrer un compagnon véritablement gracieux, négociant avec le propre gouvernement de l'Iran l'envoi de cette même commission dans son propre pays — mais on dit que le camarade Molotov refusa même cette petite mesure de gentillesse, n'acceptant rien d'autre qu'une franchise pure et simple. Les affaires de l'Iran, semble-t-il, préoccupent les vainqueurs bien davantage qu'elles ne préoccupent les Iraniens eux-mêmes !

La seconde idée, qui vient tout juste d'apparaître, en ces tout derniers instants, est que la négociation pourrait résoudre le différend entre Russes et Turcs — et la négociation implique un véritable donnant-donnant, étant entièrement clair que les Russes ne donneront rien du tout, et ne se satisferont que lorsqu'ils auront pris quelque chose.

Il est entièrement naturel que cette même idée soit venue des vainqueurs eux-mêmes — et qui sait ? Les Britanniques et les Américains pourraient bien se révéler un intermédiaire véritablement bienveillant entre les Turcs et les Russes : si les Turcs acceptaient leur propre conseil, la Russie s'en trouverait satisfaite, et la Turquie se contenterait de ce qui a été décrété pour elle, et contre elle ; si les Turcs rejetaient ce même conseil, on les laisserait simplement seuls face aux Russes, pour tenter leur propre chance — le résultat de cette même épreuve étant déjà bien connu, hors de tout doute.

Vous pourriez bien demander aussi ce qu'il en est des affaires de l'Orient arabe — qu'en est-il advenu, au milieu de tous ces mêmes débats soulevés à Moscou, et encore soulevés dans les trois grandes capitales ? La réponse à cette question est véritablement simple : l'Orient arabe

compte parmi les toutes dernières choses auxquelles quiconque songe — bien que les vainqueurs ne l'aient certainement pas oublié, et ne puissent jamais véritablement l'oublier, car il recèle des intérêts et des ressources que nul ne pourrait véritablement se permettre d'oublier.